

Lutte de classe

Le PT chez Sarkozy. Il demande maintenant une audience à la Commission européenne foulant aux pieds le mandat du 29 mai 2005 !

Voici quelques morceaux choisis de la rencontre qui a eu lieu le 6 octobre 2006 entre les membres du *Comité pour la reconquête de la démocratie* et le représentant de Sarkozy, Eric Jalon. Une sorte de bêtisier à lui tout seul du Parti des travailleurs. L'intégralité du compte-rendu de cette rencontre est disponible sur le site Internet : <http://republiqueuneetindivisible.com>.

Réponse de Jalon à une question :

« Donc, la solution, c'est l'intercommunalité. Cette question de l'intercommunalité n'est pas une question partisane. Notre point d'appui essentiel est la loi Chevènement de 1999, qui a stabilisé le paysage de l'intercommunalité. » (...)

« Je vous rappelle que les mécanismes de la loi Chevènement n'ont pas été jugés contraires à la Constitution lorsque le Conseil constitutionnel a été amené à en juger. »

Exact, au passage, rappelons que Chevènement et son parti le MRC participe au *Comité pour la reconquête de la démocratie*, un pied dans chaque camp en quelque sorte !

Jalon situe bien le niveau de cette rencontre :

« Nous ne sommes pas bloqués sur les mécanismes institutionnels. »

Réponses de Jalon à Daniel Gluckstein, une sorte de camouflet ou de rappel à l'ordre bien mérité. Vous avez le droit de rire.

« Non. Ce sont deux choses distinctes. Il y a l'article 89 et il y a la carte scolaire. » (...)

« Là, vous mélangez tout, parce que cela n'a rien à voir. » (...)

« Il faut sortir du débat idéologique. »

Puis un des membres de la délégation demande plus de flics !

Christian Fleury : *« Il n'y a peut-être pas moins de sécurité. Mais il y a moins de gendarmes et il n'y a plus de police de proximité. »*

Ensuite, Gluckstein cherche à convaincre le représentant de Sarkozy de partager son point de vue, tout y passe : l'émotionnel, la fibre républicaine et la nation ! Lisez bien, c'est accablant pour Gluckstein.

Gluckstein : *« Est-ce que vous vous rendez compte qu'il y a un sentiment général, aujourd'hui, des maires et de la population que l'on assiste à un affaissement de la nation, que ce pays est en train de s'effondrer ? Est-ce que vous en prenez la mesure ? »*

Gluckstein voudrait-il aboutir à un *diagnostic partagé* avec Sarkozy ? Qu'attend donc Gluckstein d'une telle rencontre ? Ma réponse : il n'attend rien de particulier pour les travailleurs, parce qu'il sait pertinemment qu'il n'y a rien à en attendre, il tient seulement à entretenir des illusions dans le gouvernement et les institutions et rien d'autre, inutile de chercher plus loin. Il est parfaitement dans son rôle de réformiste, voilà tout. Gluckstein a besoin de justifier la ligne politique opportuniste de son parti au près de ses militants et il est prêt à tout pour y parvenir, y compris à faire allégeance au gouvernement illégitime et minoritaire de Chirac-De Villepin-Sarkozy.

Gluckstein voudrait s'entendre avec Jalon, il veut le convaincre qu'il existe un autre choix que le sien, mais à ma connaissance en dehors de la révolution prolétarienne qui permettrait d'en finir avec le régime, il n'existe aucun autre choix que se coucher devant le représentant du gouvernement.

Daniel Gluckstein : « *Il y a un problème, c'est qu'on s'écoute mutuellement, mais on ne s'entend pas. Quand vous nous dites : il faut faire des choix, vous avez vos choix. Mais il peut y avoir d'autres choix. Et surtout, est-ce que vous vous rendez compte que vous ne convainquez plus personne dans ce pays ?* » « *Est-ce que vous vous rendez compte de cela ?* » répète-t-il plus loin en insistant lourdement comme si Jalon était taré, navrant !

Ensuite, il demande à Jalon de transmettre son message « *en haut* ». Malicieusement il emploie le pluriel, alors que au-dessus du ministre de l'Intérieur qui fait aussi office de vis Premier ministre, il n'y a que Chirac. Gluckstein s'adresse donc à Chirac au mépris du mandat de la majorité de la population qui s'est exprimé le 29 mai 2005 :

Gluckstein : « *Mais est-ce que ce message, vous pourriez le transmettre à ceux qui sont en haut ? Dire que cela ne convainc plus personne et que ce rejet est en train de se généraliser.* »

Gluckstein conseille au représentant de Sarkozy de passer à Chirac le message « *que ce rejet est en train de se généraliser* », autrement dit, qu'une explosion sociale pourrait se produire pour qu'il s'y prépare ! Valet de la bourgeoisie, traître, misérable !

Eric Jalon piqué au vif par le roquet Gluckstein qui le prend pour un ignare lui répond :

« *Vous croyez qu'on ne le sait pas ? Vous croyez qu'on ne sait pas compter ? Vous croyez qu'on n'a pas vu les résultats faits par les extrêmes en 2002 ?* »

Ouf, Gluckstein et le PT ne sont pas catalogués dans les « *extrêmes* » par le ministre de l'Intérieur, il a passé brillamment l'épreuve de soumission qu'on attendait de lui, comme quoi il n'aura pas perdu son temps, c'est toujours cela de gagner !

Daniel Gluckstein embraie lourdement :

« *Donc, vous nous dites que tout cela est incontournable ?* »

Il voudrait faire dire à Jalon que c'était l'Union Européenne qui obligeait le gouvernement à faire ces choix, pas de bol, il ne le dira pas, tout simplement parce que ce n'est pas vrai ! A croire que Jalon est plus honnête que Gluckstein, car lui au moins il ne cache pas en quoi consiste sa démarche, et il n'est pas tombé dans le piège grossier que Gluckstein lui tendait sournoisement : **le gouvernement a le choix, il fait un choix, il le dit clairement et directement, il le revendique même** :

Jalon : « *Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Je n'ai pas dit que l'on est obligé. J'ai dit : ce sont des choix. Notre choix, c'est moins d'impôts. Notre choix, c'est rétablir le désendettement* »

Le gouvernement a donc le choix, il peut décider de conserver ou de supprimer une école, une maternité, un bureau de poste, de baisser ou d'augmenter les impôts, etc., donc Gluckstein ment délibérément aux militants de son parti et aux travailleurs lorsqu'il dit que c'est Bruxelles qui dicte sa politique au gouvernement, **c'est en réalité le gouvernement qui fait le choix de s'aligner sur les directives de l'U. E.**

Et un dirigeant du PT, Jean-Claude Denis, de bredouiller lamentablement à la fin de cette rencontre déshonorante :

« *Il n'empêche...* »

Et oui, l'opération Gluckstein a foiré misérablement une fois de plus : le gouvernement a le choix de sa politique en dernier ressort et il n'en n'a jamais été autrement. Les manipulations auxquelles se livrent quotidiennement le PT pour faire croire que la nation serait en danger, que la souveraineté nationale serait menacée, que l'Etat même serait en voie de disparition, n'y changeront rien et ne convaincront pas le prolétariat et sa jeunesse.

C'est bien le gouvernement qu'il faut combattre en priorité, les institutions de la Ve République qu'il faut renverser par la révolution prolétarienne pour avancer vers le socialisme, il n'y a pas d'autre voie.

La politique criminelle du PT, qui se résume dans la formule de la *reconquête de la démocratie* et de la *rupture avec l'Union européenne*, sert uniquement à protéger le gouvernement et les institutions en menant l'avant-garde du prolétariat dans une impasse politique. Il vient d'en fournir une nouvelle preuve irréfutable en bafouant le mandat du 29 mai 2006.

Une semaine plus tard, le 12 octobre 2006, Sarkozy a expliqué qu'il avait bien compris le message de Gluckstein et ses amis réformistes et staliniens :

« *Ils n'ont pas tort : la République est toujours une idée neuve, tandis que le socialisme est déjà une idée morte.* » (Reuters, 12 octobre) Comme quoi, on arrive toujours à s'entendre en faisant preuve de bonne volonté !

Mais il y a mieux encore ou pire, selon que l'on supporte le PT ou qu'on le combat.

La lettre de liaison n°30 disponible sur le même site Internet nous annonce que « *La convention avait repris la proposition de demander audience à la commission de Bruxelles* » (...) Et plus loin « *Sur proposition de Jean-Charles Marquiset, le bureau permanent établira un complément concernant l'Europe des régions.*»

Jean-Charles Marquiset est dirigeant du PT, c'est donc bien le PT qui est à l'origine de la trahison du mandat du 29 mai 2005 qui a dit clairement et majoritairement NON à l'Union Européenne. Le PT voudrait-il ainsi faire croire qu'il y aurait quelque chose à glaner du côté de Bruxelles, dans le cas contraire à quoi rime cette démarche ? Les militants du PT apprécieront sans doute.

Il y a quelque temps déjà, j'avais averti les militants que le PT serait amené à monter au créneau pour soutenir de plus en plus ouvertement le gouvernement, nous y sommes.